

## Les lettres d'actualité – Etats-Unis

# Faits marquants US - Écologie, Développement durable, Énergie et Transports

#2021-12

Par Jérôme Vouland et Alexandre Damiens

**Le 26 mars 2021**

---

## SOMMAIRE

### CLIMAT- ECOLOGIE

- Biden incité à s'engager à une réduction de 50% des émissions de CO2 d'ici 2030
- Le secteur pétrolier se prononce en faveur de la tarification du carbone
- Los Angeles : un air plus pur avec une électricité sans carbone

### TRANSPORT – VILLE DURABLE

- Un plan d'investissement massif de 3000 à 4000 Mds\$, dont 1000 Mds\$ sur les infrastructures
- Les croisiéristes et les compagnies aériennes demandent la levée des restrictions de voyage
- Un projet de loi bipartisan pour stimuler la construction de logements

### ENERGIE

- Le Président Biden et la séquestration carbone
- Le President Biden face aux conflits d'usage des sols
- Un nouveau "supercycle" dans les matières premières

---

## AGENDA

22 mars: Audition "[LIFT America: Revitalizing our Nation's Infrastructure and Economy](#)" House Committee on Energy and Commerce – 18h à Paris

## CLIMAT - ECOLOGIE

### ***Biden incité à s'engager à une réduction de 50% des émissions de CO2 d'ici 2030***

L'administration Biden est fortement incitée à annoncer le mois prochain un objectif climatique visant à réduire de moitié les émissions de carbone des États-Unis d'ici 2030. L'équipe de la Maison-Blanche chargée du climat, dirigée par Gina McCarthy, s'efforce d'élaborer les engagements des États-Unis en matière de climat pour 2030 avant que M. Biden ne convoque un sommet mondial virtuel sur le climat le jour de la Terre, le 22 avril. Ces objectifs, connus sous le nom de contribution déterminée au niveau national, sont la pierre angulaire de l'engagement des États-Unis envers l'Accord de Paris.

Seule une réduction de 50 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 mettrait les États-Unis sur la voie de l'objectif. Le fait d'annoncer un objectif moins ambitieux frustrerait les groupes verts américains et les groupes de réflexion sur l'environnement. Au moins 10 de leurs analyses ont été rendues publiques ou doivent être publiées dans les prochaines semaines par des groupes tels que America Is All In, Energy Innovation et Environmental Defense Fund. Elles visent toutes le même objectif : une réduction de 50 % des émissions d'ici à 2030 par rapport aux émissions de 2005.

M. Hultman, l'ancien conseiller de la Maison Blanche qui a participé à l'élaboration de l'objectif climatique d'Obama en 2015, a déclaré que les analyses climatiques externes devraient donner à l'administration la certitude qu'une réduction de 50 % peut être atteinte, même si certains leviers politiques - comme une taxe sur le carbone - restent politiquement ou économiquement hors de portée actuellement ([E&E](#)).

### ***Les démocrates manœuvrent au Sénat pour annuler la règle de l'ère Trump sur le méthane***

Les démocrates du Sénat avancent dans leur projet d'utiliser une manœuvre législative pour annuler l'un des règlements les plus controversés de l'administration Trump en matière d'environnement. Il s'agit de la première résolution portant sur le changement climatique à être introduite cette année en vertu de la loi sur la révision du Congrès (Congressional Review Act), une loi permettant au Congrès et à la Maison Blanche d'abroger rapidement un règlement finalisé dans le contexte d'une nouvelle législature. La date limite pour le dépôt des résolutions de désapprobation est le 4 avril, et le Congrès doit les approuver avant la fin mai.

Les partisans d'un renforcement des restrictions sur les émissions de méthane affirment que les fuites de méthane présentent non seulement des risques pour la santé, mais constituent également un énorme gaspillage de ressources énergétiques précieuses.

Les démocrates devraient agir rapidement le mois prochain sur la résolution de désapprobation du « règlement méthane », conscients à la fois de la fenêtre étroite pour agir et de l'appétit au sein de la base du parti pour prendre des mesures ambitieuses sur le changement climatique ([E&E](#)).

### ***Los Angeles : un air plus pur avec une électricité sans carbone***

Selon une [étude publiée](#) cette semaine, la ville de Los Angeles peut passer à une électricité 100 % verte en 15 ans. Selon l'analyse du *National Renewable Energy Laboratory*, la ville peut choisir parmi trois scénarios pour atteindre son objectif de produire toute son électricité à partir de sources renouvelables.

L'étude présente également une quatrième voie qui autorise une certaine quantité de gaz naturel, associée à l'achat de crédits d'énergie renouvelable pour compenser les émissions. L'étude a été publiée alors que la Californie, l'État le plus peuplé du pays, cherche à atteindre une électricité 100 % verte d'ici 2045.

La qualité de l'air s'améliorerait considérablement, le rapport prévoyant des réductions significatives des oxydes d'azote et des particules fines grâce à un réseau électrique propre. Selon le rapport, la ville pourrait s'attendre à recevoir un bénéfice indirect de 900 millions de dollars pour la santé de sa population d'ici 2045 ([E&E](#)).

### ***Le secteur pétrolier se prononce en faveur de la tarification du carbone***

Le lobby le plus puissant de l'industrie pétrolière aux États-Unis appelle à l'introduction d'un prix du carbone alors qu'il tente d'exercer une influence sur la manière dont l'administration Biden atteint les objectifs climatiques ambitieux. L'American Petroleum Institute (API) est en faveur d'une approche "basée sur le marché et l'économie" pour lutter contre le changement climatique. L'API s'est battue pour faire échouer un projet de loi qui aurait introduit une tarification du carbone sous l'administration Obama. La forme que prend un prix du carbone peut varier, avec des options allant d'une taxe directe, facturant les entreprises par tonne de carbone émise, à un système de "plafonnement et d'échange" (*cap & trade*), avec des quotas à acheter et à vendre. L'API n'a pas dit quel mécanisme elle soutiendrait, ni quel niveau de prix spécifique elle soutiendrait. L'API souhaite que l'administration donne la priorité au financement de technologies telles que la capture du carbone, et qu'elle étende les crédits d'impôt qui récompensent les entreprises pour le stockage du carbone qu'elles émettent ([Financial Times](#)).

### ***Les chiffres de la semaine : 7,65 – 30 – 45***

Selon les [Nations unies](#), seulement 7,65 % de l'océan est couvert par une zone marine protégée. Le nouvel objectif de 30 % adopté par les États-Unis et d'autres pays est le minimum de protection requis, a déclaré M. Enric Salac, professeur, écologue et explorateur pour National Geographic. Il ajoute, sur la base de son [rapport paru](#) dans la revue Nature, que « si 45 % de la surface des océans « étaient des zones marines protégées, alors les pêcheries seraient en bien meilleure santé, la biodiversité plus riche et l'absorption du carbone plus importante » ([The Washington Post](#)).

## TRANSPORT - VILLE DURABLE

### **Un plan d'investissement massif de 3000 à 4000 Mds\$, dont 1000 Mds\$ sur les infrastructures**

Le président Biden s'apprêterait à proposer un plan d'investissement d'envergure, dont le montant total pourrait atteindre entre 3 000 et 4 000 milliards de dollars, et qui viserait à soutenir l'économie et l'emploi, lutter contre le changement climatique, résorber les inégalités économiques, et investir massivement dans les infrastructures du pays.

Ce nouveau paquet, s'inscrivant dans la stratégie et le narratif « *Build Back Better* » défendus par le Président, pourrait être divisé en deux projets de loi distincts. Le premier serait axé sur les infrastructures, notamment la lutte contre le changement climatique, les investissements dans les énergies propres, le haut débit et la 5G, et les infrastructures de transport. Selon le *Washington Post*, le volet infrastructure pourrait se situer aux alentours de 1000 milliards de dollars, et prévoirait 400 milliards de dollars de dépenses pour lutter contre le changement climatique, dont 60 milliards de dollars pour les transports en commun et 46 milliards de dollars pour la recherche et le développement liés au climat, et le financement du déploiement de stations de recharge pour véhicules électriques dans tout le pays. Il comprendrait également 200 milliards de dollars pour le logement. Le second volet serait davantage tourné vers les questions sociales, avec notamment l'objectif de mettre en place un programme d'école maternelle avant 5 ans universel (« pre-K »), la gratuité de l'enseignement supérieur dans les établissements universitaires régionaux (*community college*), des crédits d'impôt pour la garde d'enfants, ou des aides pour l'assurance santé.

La presse estime que la Maison Blanche pourrait privilégier le passage du paquet infrastructure en premier, étant a priori plus consensuel et susceptible de recueillir un soutien d'une partie des républicains, point pour autant loin d'être acquis. Le leader républicain au Sénat Mitch McConnell (R-Ky.) indiquait cette semaine : "nous entendons dire que les prochains mois pourraient apporter une soi-disant proposition sur les infrastructures qui pourrait en fait être un cheval de Troie pour des hausses d'impôts massives et d'autres politiques de gauche destructrices d'emplois" critiquant le fait que les démocrates "se concentrent de manière obsessionnelle sur les politiques climatiques, à l'exclusion de tout le reste". Si le sujet des infrastructures bénéficie traditionnellement d'un soutien bipartisan, de nombreux républicains seraient favorables à des investissements plus « traditionnels » dans les infrastructures de transport telles que les autoroutes.

La question du financement du plan devrait également constituer un point de discordance entre républicains et démocrates, avec comme principales hypothèses celles d'une augmentation du taux d'imposition sur les sociétés (qui avait été ramené de 35% à 21% en 2017 dans le cadre de la réforme fiscale portée par l'administration Trump), ou l'augmentation des impôts pour les ménages les plus riches. Certains démocrates laissent désormais planer l'hypothèse d'un recours à la procédure législative de réconciliation budgétaire (qui a été utilisée pour faire adopter le dernier plan de soutien), permettant une adoption à la majorité simple au Sénat, et donc de s'affranchir de la nécessité du soutien de 10 Sénateurs républicains. ([WP](#), [NYT](#))

### **Les croisiéristes et les compagnies aériennes demandent la levée des restrictions de voyage**

La *Cruise Lines International Association (CLIA)*, association représentant les intérêts de l'industrie de la croisière, demande aux CDC d'autoriser les navires à reprendre la navigation au départ des ports américains d'ici début juillet. Selon eux, les croisières sont "le seul secteur de l'économie américaine qui reste interdit" alors que de nombreux autres secteurs commencent à rouvrir et que la vaccination progresse rapidement. Malgré la levée de l'ordre d'interdiction de navigation par les CDC en octobre dernier et son remplacement par un "ordre de navigation conditionnel", les CDC n'ont jamais émis les directives permettant de définir les conditions de reprise de la navigation, interdisant de fait la reprise des croisières aux États-Unis. La CLIA estime que plus de 300 000 emplois ont été perdus aux États-Unis en raison de la suspension des croisières. ([BizJournal](#))

Les compagnies aériennes américaines et plus de deux douzaines de groupes d'intérêts représentant notamment l'industrie du tourisme ont demandé en début de semaine à la Maison Blanche de proposer un plan d'ici le mois de mai pour lever les restrictions sur les voyages internationaux. Le groupe préconise de maintenir l'obligation de test pour les voyageurs internationaux entrants, mais demande d'exempter des exigences de test les personnes vaccinées, et de développer des standards pour des certificats sanitaires numériques. ([Transportation Today](#))

### **Un projet de loi bipartisan pour stimuler la construction de logements**

Les Sénateurs Amy Klobuchar (D-MN), Tim Kaine (D-VA), et Rob Portman (R-OH) ont présenté le 23 mars une proposition de loi bipartisanne dénommée *Housing Supply and Affordability Act* qui autoriserait l'octroi de 1,5 milliard de dollars sur 5 ans de subventions fédérales aux gouvernements locaux qui s'engagent à augmenter leur offre de logements. La législation vise à résoudre la crise du logement abordable aux États-Unis en donnant aux acteurs locaux des ressources supplémentaires pour surmonter les obstacles à la construction de nouveaux logements, tels que des règlements d'urbanisme (zonage) discriminatoires ou peu favorables à la densité. Les collectivités locales éligibles, y compris des coalitions de collectivités à une échelle régionale, pourraient demander des subventions pour élaborer des "plans de politique du logement" (*Housing policy plans*) [dont le pendant français serait le PLH - Plan local de l'habitat]. Les subventions seraient de deux types : des subventions de planification pour aider les gouvernements locaux à concevoir leurs plans de politique du logement, et des subventions de mise en œuvre pour les aider à mettre ces plans en action. ([CityLab](#))

### **Le chiffre de la semaine : 500 Mds USD**

Il s'agit du montant de subventions que prévoit le BUILD GREEN Act (*Better Utilizing Investments to Leverage Development and Generating Renewable Energy to Electrify the Nation's*), un [projet](#) de loi déposé la semaine dernière par un groupe de parlementaires progressistes et destiné à financer l'électrification des systèmes de transport en commun et la modernisation des infrastructures, sur le modèle du programme de subventions d'investissement BUILD existant.

## ÉNERGIE

**Le Président Biden et la séquestration carbone**

L'administration Biden est confrontée à des pressions sur plusieurs fronts pour étendre les efforts des États-Unis en matière de séquestration du carbone.

L'Agence internationale de l'énergie a prévenu qu'il serait "pratiquement impossible" d'atteindre la neutralité carbone sans le captage et le stockage du carbone (CCS), en soulignant que la technologie peut non seulement réduire les émissions des centrales électriques, mais aussi celles de secteurs comme la production de ciment, d'acier et de produits chimiques ; secteurs qui sont de très gros émetteurs de CO<sub>2</sub>.

L'Energy Act 2020 du Congrès américain demande au *Department of Energy* (DOE) de déployer de vastes projets de démonstration du captage du carbone dans les centrales électriques au charbon et au gaz naturel, en s'appuyant sur les efforts entrepris sous l'administration de George W. Bush, mais qui ont souvent eu du mal à aboutir à un succès commercial sur le long terme.

Le DOE a recruté deux experts spécialisés dans la capture et l'élimination du carbone, offrant ainsi une base solide à la Secrétaire à l'énergie, Jennifer Granholm. Les États-Unis disposent actuellement de 13 installations de piégeage du carbone à l'échelle commerciale, avec une capacité de captage d'environ 25 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, ce qui représente environ la moitié des 26 projets à l'échelle commerciale dans le monde. Néanmoins, aucun des projets américains n'est actuellement en activité.

La semaine dernière, 300 membres de groupes de défense du climat et de l'environnement ont envoyé une lettre au Congrès dans laquelle ils affirment que la technologie du captage et du stockage du carbone ne doit pas être considéré comme une solution climatique.

Jennifer Wilcox, vice-secrétaire adjointe à l'énergie fossile au sein du DOE confirme qu'il reste des défis à relever en matière de CCS, soulignant la nécessité de contribution afin de rendre le captage et le stockage du carbone économiquement viable. Cependant, elle indique que le déploiement accru et soutenu par le Bureau des énergies fossiles du DOE, permet la progression de la technologie comme la réduction de ces coûts. ([E&E](#)).

**Le Président Biden face aux conflits d'usage des sols**

591 000 km<sup>2</sup>, c'est une superficie équivalente aux territoires combinés de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Ohio, du Kentucky, du Tennessee, du Massachusetts, du Connecticut et du Rhode Island – 591 000 km<sup>2</sup> en tout – une zone plus vaste que la France métropolitaine. Il s'agit

de l'espace nécessaire pour implanter le déploiement massif d'énergie éolienne et solaire requis pour atteindre l'objectif du président Biden d'une économie à zéro émission de carbone d'ici le milieu du siècle.

Le choix de l'emplacement des éoliennes et des panneaux solaires est une question décisive pour l'engagement de M. Biden qui souhaite accélérer considérablement le déploiement de ces énergies. Depuis des générations, l'emplacement des infrastructures énergétiques oppose les services publics, les promoteurs et les habitants. Dans ces conflits, M. Biden n'aura peut-être que peu de prise. En effet, si le gouvernement fédéral a soutenu les projets d'énergie renouvelable par des avantages fiscaux et d'autres politiques, les décisions relatives à l'implantation des projets sont locales.

Une [étude](#) réalisée par le National Renewable Energy Laboratory confirme la disponibilité de sites potentiels pour les parcs éoliens. Mais entre disponibilité et faisabilité, le chemin est long ([E&E](#)).

**Un nouveau "supercycle" dans les matières premières**

Le [Financial times](#) alerte sur le boom dans l'extraction minière et invite à repenser la manière de consommer les ressources. Selon ce journal, la crise énergétique est fondamentalement une crise de l'utilisation des ressources. Bien qu'il soit crucial de s'attaquer à la crise climatique et d'opérer une transition rapide vers l'abandon des combustibles fossiles, cela ne peut se faire en se contentant d'accroître notre dépendance à l'égard d'autres matériaux. Le journal poursuit en indiquant que ce nouveau boom menace d'ouvrir de nouvelles frontières extractives, notamment en Amérique du Nord. Selon lui, il est urgent de faire face à la destruction massive et aux violations des droits de l'homme qui pourraient être déclenchées. Il ajoute que la nouvelle demande qui soutient la transition énergétique ne modifie pas l'acte d'extraction. L'extraction de minéraux, tels que le lithium, le cobalt ou le cuivre, reste une activité sale dont l'impact environnemental et humain est important. L'utilisation des ressources naturelles a plus que triplé depuis 1970 et continue de croître. Selon l'International Resource Panel, 90 % de la perte de biodiversité et du stress hydrique sont dus à l'extraction et au traitement des ressources.

**Le chiffre de la semaine : \$3**

Le [Wall street journal](#) rapporte que les autoroutes bondées cet été et la diminution des stocks pourraient faire s'envoler les prix de l'essence estive. Le prix pourrait atteindre \$3 le gallon (soit environ 0,66 € le litre).

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

**Editeur :**

Service Economique Régional des Etats-Unis  
Ambassade de France aux Etats-Unis  
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007  
[www.frenchtreasuryintheus.org](http://www.frenchtreasuryintheus.org)

**Articles rédigés par :** Jérôme Vouland et Alexandre Damiens

**Revus par :** Jonathan Gilad

**Date de parution :** 26 mars 2021

**Abonnement/désabonnement :** [par email](#)